



Eric BRUNAT

Université Savoie Mont Blanc – Faculté de droit – Laboratoire IREGÉ

Académie des Sciences, Belles Lettres et Arts de Savoie

Réception du 26 avril 2024

Réponse donnée par M. Jean-Olivier VIOUT, président honoraire

"Union européenne – Ukraine : les leçons économiques, politiques et géopolitiques de la guerre russo-ukrainienne"

"Le Président de la Fédération de Russie a étendu aux ukrainiens le mépris dans lequel il tient la culture et les mœurs de l'Union européenne..."

Vladimir Poutine a grandi dans l'URSS bercée par le récit de la "Grande Guerre patriotique". Pour lui, la Russie est historiquement la patrie du bien, et l'Occident le foyer de la décadence..."

"Pour un Pétersbourgeois, l'Ukraine a toujours été une partie de l'Empire (...). Or pour les Ukrainiens, constituer un Etat indépendant et refuser toute allégeance à Moscou représentent un impératif national et une exigence de souveraineté..."

Robert Badinter, Bruno Cotte & Alain Pellet (2023), Vladimir Poutine, l'Accusation, Fayard, Paris, 215 pages

**Messieurs les Présidents, chers Pierre GENELETTI et Jean-Olivier VIOUT,
Chères et chers Académiciennes et Académiciens et Membres de l'Académie,
Chères et chers Ami-e-s,
Mesdames et Messieurs,**

Avant d'exprimer les premiers mots liés à notre sujet, permettez-moi de partager avec vous une pensée forte pour notre Confrère Jean-Louis Darcel, mon collègue et ami, à qui je dois beaucoup, dont mon élection au sein de la docte Académie des Sciences, Belles Lettres et Arts de Savoie, il y a plusieurs

années d'abord comme membre correspondant, puis comme membre associé en 2016. Je salue respectueusement et amicalement Jean-Louis qui est désormais ralenti, mais certes avec nous. Il me l'a écrit.

Je suis particulièrement ému et honoré de votre confiance exprimée en janvier 2023 par mon élection à l'Académie comme membre titulaire. Ce choix me touche profondément, cette place qui m'est faite parmi vous, revêt une grande importance sur mon chemin de vie et en premier lieu pour ma famille à qui je dois beaucoup aussi, la maman de mes deux filles qui est ici, mes deux filles Marion et Camille et mes trois petits-enfants, Alix, Emile, et Salomé.

Peu de choses me destinaient à vous parler aujourd'hui, faut-il que je remercie aussi l'Ecole de la République ? Eh bien, je le fais. J'ai un peu travaillé, j'ai eu beaucoup de chance et j'ai bénéficié d'appuis de ma famille proche et de quelques personnes essentielles en Savoie, en France et à l'étranger, et à écrire ce texte aujourd'hui, je réalise que la liste est longue. Pour les uns, mon amour et mon affection son immense, pour les autres ma gratitude est profondément et définitivement acquise.

Petit-fils de paysans à la vie dure et de petits fonctionnaires ayant amorcé dès le milieu du XXe Siècle les premiers pas d'une mobilité sociale, je suis né à Roybon au sein du Bas Grésivaudan ou plutôt à la lisière des forêts de Chambaran (Roybon - le Bon roi Henri IV ayant su se faire aimer là-bas des sujets pauvres et oubliés). On retiendra ensemble, de Roybon, que la commune se place sous les auspices d'une belle statue modelée par Auguste Bartholdi : *La Liberté éclairant le monde* dont la fonte, élevée en 1906 (deux ans après la mort du sculpteur) est une copie officielle du monument new yorkais. L'histoire de cette statue roybonnaise se confond avec celle de Mathias Saint-Romme maire de Roybon, député puis sénateur de l'Isère, républicain et figure de la maçonnerie locale, qui a réuni un bas-relief dédié à la mémoire de son père Henri Saint-Romme (1796-1862) – écarté au lendemain du coup d'État de décembre 1851 –, un exemplaire original de l'œuvre que lui a légué son ami Bartholdi, afin de faire jaillir au centre du village un témoignage favorable à la République et à la libre pensée sur fond de crise religieuse et politique.

Puis, l'Ecole de la République, le lycée à Saint-Marcellin dans l'Isère et des études universitaires à Grenoble, ont balisé un chemin classique. Mais je dois encore un hommage, à la Société Nationale des Chemins de Fer français, qui pendant 7 années avec un travail solitaire de garde-barrières (métier disparu s'il en est), m'a permis de vivre ma jeunesse avec une aisance inattendue, de découvrir la littérature, l'économie politique et le jeu d'échecs avec les premières machines électroniques où je pouvais apprendre, puis jouer seul, la nuit. J'ai ainsi atteint un correct niveau régional et un peu plus, que j'essaye péniblement de maintenir encore aujourd'hui.

A l'Université, au sortir d'un second cycle réussi, c'est aux professeurs Wladimir Andreff et Jacques Fontanel que je dois ma spécialisation sur l'étude du système économique et social de type soviétique, ses crises finales puis ses transitions laborieuses vers des formes d'économie de marché dans les années 90. L'histoire fut généreuse pour les chercheurs avec la chute du Mur de Berlin à l'automne 1989, mais elle a aussi introduit de nouvelles complexités qu'il fallait étudier et comprendre.

En 1985, tandis que j'étais pour plusieurs mois en mission dans la Pologne du Général Wojciech Jaruzelski pour étudier un principe de planification rigide et sans avenir, dans l'univers changeant de la fin du XXe Siècle, je réalisais le caractère fondamentalement non réformable du système de type soviétique¹, j'étudiais les programmes de libéralisation de l'économie et de la société de *Solidarnosc* et rencontrais personnellement Lech Walesa, alors assigné à résidence, sur les chantiers navals de Gdansk puis dans la sacristie de l'église Sainte Brigitte. Dans le même temps ma famille s'installait en Savoie, à Montmélian puis, de façon durable à Saint Pierre d'Albigny.

Nous voilà désormais à la lisière du sujet dans le lequel je vous propose d'entrer avec moi en quatre points et une conclusion :

- 1) Bref rappel sur l'incapacité du système économique de type soviétique à s'articuler et à s'intégrer au processus de mondialisation
- 2) Les économies de l'ex-URSS, laboratoires d'expériences néolibérales extrêmes dans les années 1990
- 3) La guerre en Ukraine : vue comme un violent ressac de l'effondrement socio-économique soviétique
- 4) Les leçons d'une guerre classique et hybride en Europe en ce début de XXIe Siècle

En guise de conclusion : les grandes illusions perdues et les rendez-

¹ Brunat E., Samson I. ; (1988), Diffusion des nouvelles technologies, contraintes et incidences systémiques à l'Est, Analyse de Systèmes, vol. 14, n°2, juin.

vous positifs manqués de la Fédération de Russie avec l'Histoire...

1) Bref rappel sur l'incapacité du système économique de type soviétique à s'articuler et à s'intégrer au processus de mondialisation

Ce mode d'organisation politique, économique et sociale capable de générer de la croissance et du développement dans un environnement simple, s'est avéré incompatible avec la complexité et l'accélération des flux et des innovations qui ont marqué la fin du XXe Siècle².

Les économies dites 'de type soviétique', dévoreuses de facteurs de production et de ressources, n'étaient pas en capacité de suivre les rythmes du changement que les économies de marché porteuses de contradictions elles aussi, mais plus souples, imposaient au monde. Les économies de type soviétique, dont la Russie et l'Ukraine en URSS par exemple, s'appuyaient (plus ou moins selon les économies) sur les six mécanismes et faits suivants :

1) un plan centralisé en volume de la production et de la distribution. Il s'agissait d'un type d'économie fait de priorités centrales bien dotées en ressources et facteurs de production, tandis que le reste de l'économie était en situation de "*régulation pénurique*". La désarticulation de l'économie était totale marquée par des avancées étonnantes dans certains secteurs (conquête spatiale, course aux armements dans le cadre de la Guerre Froide) et des retards laborieusement auto-gérés et auto-organisés, et donc non planifiés, dans d'autres secteurs.

2) une croissance extensive, une large auto-organisation et une déspecialisation des unités de production dont l'objectif, via des modes d'organisation parallèles, visaient la réalisation d'un plan en volume (hors coûts de production donc) plus ou moins précis.

3) des besoins systématiquement surestimés et des capacités sous-estimées par les agents économiques rationnels qui se mettaient tous, de l'ouvrier jusqu'au ministre de tutelle, sur la colonne verticale d'une construction ascendante de la planification, dans les meilleures conditions pour réaliser le plan.

4) une propriété collective des moyens de production qui, malgré les moult efforts d'incitation (dont l'exemple à suivre du héros du travail 'le mineur-

² Brunat E. (2016), Where goes Russia? The risks of a continental divide, pp. 241 - 259, In "A Global Perspective on the European Economic Crisis", B. Dallago, G. Guri, J. McGowan, dir., Eds., Routledge, London, ISBN: 9781315641829, 277 p.

modèle Alexeï Stakhanov'), n'est jamais parvenue à égaler la responsabilité individuelle en matière de performance d'ensemble. Il en est résulté des gaspillages considérables qui ont fini par peser sur la capacité du système à se reproduire de façon moderne et élargie. La croissance économique faiblissait au cœur de la période brejnévienne (1964 - 1982). Dès les années 1970, il était clair que le dépassement des performances occidentales annoncé par Lénine comme un objectif à atteindre avant la fin du siècle, ne serait pas réalisable. Pire les écarts se creusaient.

5) des prix administrés, fixés en dessus et le plus souvent en dessous des coûts réels de la production renforçaient la désarticulation d'ensemble du système et les pénuries dans de nombreux secteurs et notamment pour les biens de consommation courants. Les biens d'occasion devenaient dès lors très attractifs en étant immédiatement disponibles tandis que les biens neufs étaient à des prix plus bas mais introuvables.

6) le système central de priorités, la '*régulation pénurique*' et les autres mécanismes spécifiques listés supra, d'un système ankylosé dans ses 'équilibres' et peu innovant par conséquent, ont débouché sur un comportement individuel et collectif de stockage généralisé de biens, par mobilisation d'une épargne *de facto* 'forcée' et par la crainte perpétuelle des manques et pénuries ainsi renforcés.

Epuisé, à court de ressources et de facteurs de production, le système n'a pas pu surmonter les contradictions du réformateur Mikhaïl Gorbatchev dont les programmes de transformations économique ("*Perestroïka*"³) et sociale ("*Glasnost*") ont précipité de 1986 à 1991, l'effondrement irrémédiable et définitif de l'expérience de type soviétique et de son ambition à être une alternative possible à l'économie de marché capitaliste.

2) Les économies de l'ex-URSS, laboratoires d'expériences néolibérales extrêmes dans les années 1990

Dès le début de l'année 1992 une option néolibérale de politique économique est retenue sous l'égide de la Banque mondiale, du Fonds Monétaire International avide de tester en Russie les préceptes du '*Consensus de Washington*' (principalement, un vaste programme de privatisations, de dérégulations tous azimuts de l'économie incluant la santé et l'éducation, et de stabilisations macroéconomiques à commencer par le budget de l'Etat), de nombreux experts occidentaux (dont Richard Layard, Jeffrey Sachs, Anders Aslund très écoutés par le premier Ministre de Boris Eltsine, le très libéral Yegor Gaïdar), pour administrer la rupture socio-économique rapide, totale et définitive, et ainsi engager une transition vers une forme d'économie de marché.

³ Aganbeguian A.G. (1987), *Perestroïka, le double défi soviétique*, Economica, Paris, 257 p.

Cette politique économique est connue sous nom de ‘thérapie de choc’ par opposition à une transformation de l'économie et de la société plus graduelle et évolutionniste. Deux décisions principales ont été prises sur un espace de temps court allant du mois de février 1992 à l'été 1994 :

- d'une part, une libération des prix de gros et de détails qui a eu comme principaux effets d'aller rapidement vers des prix de marché véhiculant des informations de quantités et de qualités, formés par des croisements d'offres et de demandes, et de générer des poussées inflationnistes considérables d'ajustements, héritées des pénuries soviétiques encore nombreuses (le rythme d'inflation est supérieur à 40% par mois en Russie en 1992). ‘L'épargne forcée’ soviétique est asséchée en quelques semaines. Une large partie de la population est propulsée dans la pauvreté. L'on est passé brutalement d'une économie où "sans être ni riches ni pauvres" les agents avaient du mal à utiliser leurs liquidités, les étales étant maigres de biens, à une économie où les biens disponibles ressurgissaient tandis que les poches se vidaient au rythme de l'inflation débouchant sur de brutaux phénomènes d'appauvrissement.

- d'autre part, un vaste programme de privatisations des processus de production et du capital (dans un contexte de connaissance approximative de la valeur marchande des actifs) a été lancé par l'économiste-ministre Anatoli Tchoubaïs. Il s'agit d'une privatisation idéologique menée à un rythme soutenu dans un contexte totalement surréaliste à plusieurs égards. Le cadre légal en général et de la propriété en particulier est négligé (les juristes sont largement absents des réflexions menées), les biens vendues (gaz, pétrole, industries, terres) sont évalués à des prix approximatifs plutôt inférieurs au prix du marché mondial (il n'y a pas d'outils comptables précis dans l'héritage soviétique où la mesure des performances en volumes dominait), les individus ‘acheteurs potentiels’ de parts d'entreprises sont ruinés par l'hyperinflation et pensaient par ailleurs via la ‘propriété collective’, être déjà tous des propriétaires (ici la pédagogie de la privatisation et du rôle de la propriété privée ont été gravement ignorés). L'objectif principal des défenseurs du ‘Consensus de Washington’ était de briser le système hérité et d'éviter toute possibilité de restauration du système de type soviétique. Pour cela, le prix à payer fut un coût social considérable. Mais aussi une concentration de la propriété finalement privée, entre les mains de quelques jeunes éclairés, diplômés d'universités occidentales réputées, très au fait des mécanismes de l'économie capitaliste de marché, via un processus de privatisations qui doit beaucoup au FMI, par échanges de vouchers distribués à chaque adulte contre des valeurs d'entreprises. Incomprise, la privatisation par vouchers ou bons d'Etat a été rejetée par la majorité des russes et des ukrainiens, mais a fait le bonheur rapide de quelques propriétaires privés qu'il est commun de qualifier ‘d'oligarques’ -en Ukraine il s'agit principalement des trois piliers de l'économie, les céréales, le minerai de fer et les produits métalliques semi-finis. Les futurs oligarques en Russie, via des structures

industrialo-financières et des sociétés écrans, ont racheté tous les vouchers disponibles en circulation, et ainsi l'ensemble des biens de l'ex-URSS, à des prix largement sous évalués -plusieurs processus auraient pu aussi être qualifiés de délits d'initiés dans un contexte où le cadre légal aurait été efficient. Mais le cadre légal était abstrus, instable voire inexistant. Les sociétés écrans susnommées ont emprunté des capacités financières auprès notamment de grandes banques occidentales qui ont été remboursées rapidement moyennant de généreux taux d'intérêt réels -bien supérieurs à ceux pratiqués en Europe ou aux Etats-Unis à cette époque. Il s'agissait d'un processus 'gagnants-gagnants' sauf pour les économies et les sociétés russe et ukrainienne en particulier, qui ont terminé la décennie des années 90 abimées, affaiblies, aux influences internationales en recul, aux cadres légaux très insuffisants, avec des systèmes de santé et d'éducation délabrés et des PIB en chute libre. Le PIB courant de la Russie et ses 17 millions de km² et ses 147 millions d'habitants en 1999, est inférieur à celui de l'Autriche...

Le goût de l'échec est amer et le sentiment d'humiliation est largement généralisé. La majorité voulait « les réformes » mais était défavorable à la fin de « l'Empire ». Un risque d'éclatement territorial est alors patent en Russie. Une corruption généralisée, l'absence de société civile et des institutions fragiles sont observées dans les deux pays.

3) La guerre en Ukraine : vue comme un violent ressac de l'effondrement socio-économique soviétique

Nous ne tenterons pas ici l'exercice périlleux d'interprétation psychologique ou psychanalytique de l'esprit du Président de la Fédération de Russie, de sa personnalité, de son possible agenda personnel, de sa lecture particulière de l'histoire et de la géographie. Nous en resterons à une analyse socio-économique et historique des faits. Sans négliger les hypothèses comportementales de Vladimir Vladimirovitch Poutine, nous suggérons la lecture de quelques ouvrages de spécialistes : par exemple la construction intellectuelle et philosophique de l'homme est bien rendue par le travail de Michel Eltchaninoff⁴, l'approche plus psychanalytique par l'essai d'Elsa Schmid-Kitsikis⁵.

L'Ukraine est un pays souverain, jeune, aux racines culturelles et spirituelles profondes, qui a été réellement indépendant et pleinement souverain de 1917 à 1921 (Traité de Riga) avec la République populaire ou nationale d'Ukraine⁶, puis dès 1992 jusqu'à présent (la Constitution du pays date de

⁴ Eltchaninoff M. (2015), Dans la tête de Vladimir Poutine, Solin/Actes Sud, Paris, 171 p.

⁵ Schmid-Kitsikis E. (2023), Culte de la guerre et de la mort. La folie narcissique d'un homme de pouvoir, Vérone Éditions, Paris, 139 p.

⁶ En fait, les premiers Etats ukrainiens sont au nombre de deux après la première Guerre mondiale en 1918 (importance de la dislocation de l'Empire Austro-hongrois vraiment actée en janvier 1919 à la Conférence de Paix à Paris) : la République populaire d'Ukraine Occidentale et Ruthénie Carpatique, d'une part et la République populaire d'Ukraine

1996). Après le traité de Riga, en 1922, la République Socialiste Soviétique d'Ukraine est un Etat de l'URSS.

Les contours de la République vont alors être modelés de 1922 à 1954 avec des territoires perdus à l'est du pays qui vont être rattachés à la Russie en 1922 et la Transnistrie qui va être rattachée à la Moldavie en 1940, mais aussi avec plusieurs gains territoriaux pris sur la Pologne en 1939 à l'ouest, sur la Roumanie en 1940 (qui perdra aussi ses îles de la Mer Noire en 1948), sur la Transcarpathie hongroise en 1945, et enfin avec la Crimée que Nikita Khrouchtchev céda en février 1954 à l'Ukraine. Ce transfert de la Crimée à l'Ukraine fut une décision prise dans le cadre de l'Union soviétique, comme le résultat d'une réflexion au sommet de l'Etat sans consultation des populations locales et encore moins sans consultation internationale. Le décret cédant la Crimée soviétique russe à l'Ukraine soviétique visait à renforcer la cohésion territoriale de l'URSS. Mais au contraire c'est un malaise qui a surgi en Russie qui n'a jamais rendu ce fait d'histoire dans les manuels scolaires autrement que par quelques lignes, ou le plus souvent en ignorant radicalement les faits du transfert. Ce malaise est l'une des causes du conflit actuel.

Ainsi fut modelé l'actuel Etat souverain ukrainien avec l'existence au centre du territoire d'une coupure géographique qui a longtemps été l'expression de fractures historiques entre l'ouest et l'est du pays, coupure plutôt que couture, coïncidant assez bien avec le cours du fleuve Dniepr. Le russe est très majoritairement parlé au sud et à l'est du pays (90% des habitants parlent le russe en Crimée) tandis que l'ukrainien domine à l'ouest et au centre.

Et même si pendant les premières années soviétiques, c'est Kharkiv qui sera la capitale de l'Ukraine jusqu'en 1934, il convient de rappeler l'extrême importance culturelle, cultuelle et spirituelle de Kiev, la capitale actuelle, et de la région Kiévienne. La civilisation du Rus' fondée par des Vikings Varègues (qui donnera son nom à la Russie) va gouverner l'Etat de Kiev émergent au 8^e Siècle pour être dès lors, le berceau d'une grande civilisation. Vladimir le Grand se convertit au christianisme en 988. La Sainte Russie était née⁷.

Dans la période plus récente au 20^e siècle, deux moments historiques conviennent d'être rappelés. D'une part la résistance des riches propriétaires terriens (les 'Koulaks') à la collectivisation stalinienne et au contrôle de la production agricole en 1929, 1930, 1931, qui a réveillé un nationalisme ukrainien notamment au centre-ouest du pays et dont la répression a engendré une terrible famine causant la mort d'environ 6 millions de personnes ('l'Holodomor' en 1932 et 1933). D'autre part, la facilitation -notamment dans les parties ouest et

autour de Kiev dont les contours recourent largement l'actuel territoire de l'Ukraine souveraine, d'autre part.

⁷ Voir les travaux du spécialiste des religions monothéistes, Jean-François Colosimo : Colosimo J.F. (2022), La crucifixion de l'Ukraine. Mille ans de guerre de religions en Europe, Albin Michel, Paris, 285 p. et Colosimo J.F. (2008), L'apocalypse russe (Dieu au pays de Dostoïevski), Fayard, Paris, 358 p.

centrale de l'Ukraine dont les plaies de l'Holodomor n'étaient pas refermées, de l'avancée des troupes nazies en marche vers le cœur de l'URSS jusqu'à Stalingrad dans le cadre de l'opération Barbarossa en 1941 (le pacte de non-agression Molotov-Ribbentrop de 1939 ayant été dénoncé unilatéralement par Hitler). De force et aussi de gré, de nombreux ukrainiens ont été enrôlés dans des unités allemandes et ont combattu l'Armée Rouge sur le chemin de guerre et à Stalingrad en particulier. Il est des faits de l'histoire qui laissent des traces douloureuses. Les deux moments tragiques évoqués ici sont de cette nature.

Dès lors c'est un pays aux frontières récentes, dessinées en partie par l'histoire longue puis au sein de l'espace soviétique, que la Fédération de Russie va viser sans retenue dès 2014 et agresser militairement et massivement en février 2022, par le déploiement d'une « opération militaire spéciale » annoncée *de facto* comme courte.

Cette agression militaire assortie de rogues postures, dans un irrespect total des engagements des memoranda de Budapest⁸ signés par la Russie en 1994 et confirmés en 2009 reconnaissant les frontières et garantissant la souveraineté de l'Ukraine contre le transfert des têtes nucléaires encore stationnées en Ukraine vers la Russie, a fait rejaillir sur le continent européen des situations de guerre de tranchées que l'on pensait révolues, aux gains territoriaux laborieux et sanglants. Ceci sans capitalisations politiques possibles pour la Russie en dehors peut-être de l'extrême est du pays qui ne saurait être confondu avec le Donbass, et éventuellement aussi en Crimée qui présente un cas d'une immense complexité. Sur le reste du continent ukrainien, la Russie de Vladimir Poutine a fait jaillir un profond et inattendu sentiment patriotique ukrainien, y compris dans les provinces russophones.

Ce sentiment national ukrainien nouveau et une résilience largement partagée sur le territoire comme résultats importants de la guerre, provoqués et probablement non pronostiqués par la partie russe, soudent l'espace ukrainien et les cultures, et semblent gommer les blessures et les *a priori* hérités de l'histoire. La question d'un rapprochement avec l'Union européenne, largement appuyée à l'ouest du Dniepr depuis des années est renforcée, et cette option stratégique diffuse désormais largement vers l'est du pays. Tout ceci, ne constitue pas les moindres leçons inattendues de « l'opération militaire spéciale ».

4) Les leçons d'une guerre classique et hybride en Europe en ce début de XXIe Siècle

⁸ Les memoranda de Budapest ont été signés avec le Kazakhstan, la Biélorussie et l'Ukraine ainsi que par la Russie, les Etats-Unis et le Royaume-Uni en décembre 1994. Ils accordaient des garanties territoriales et de sécurité en échange de la ratification du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), et ainsi le transfert vers la Russie des têtes nucléaires encore stationnées dans les trois ex-républiques soviétiques.

Les pays de grande taille ont toujours des craintes pour la sécurisation de leur territoire. La peur et le refus de ‘l’encerclement’ ont mainte fois été exprimés par l’URSS, la Russie⁹, la Chine... Quelle serait l’attitude des Etats-Unis si à la suite d’une quelconque pirouette géopolitique, la Chine ou la Russie installaient des bases militaires au Mexique par exemple ou proche des frontières souveraines des USA ? Quel souvenir a-t-on de la crise des missiles soviétiques déployés à Cuba en 1962 puis rapidement retirés après que les tensions américano-soviétiques furent à leur paroxysme. Cette peur a été exprimée de nouveau à l’occasion de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe et de la Charte de Paris en 1990. Il fallait discuter des conséquences de la réunification de l’Allemagne sur la sécurité en Europe avec l’URSS moribonde mais existante et présente aux côtés des membres du Pacte de Varsovie. Il fallait accélérer le retrait des forces militaires soviétiques de l’ex-République Démocratique Allemande tout en garantissant la sécurité et la coopération des nations présentes de l’Est et de l’Ouest. Or à chaque fois que l’Union européenne s’est élargie, en 2004, puis 2007, puis 2013 l’Organisation du Traité de l’Atlantique Nord a étendu ses adhésions et ses bases militaires, alors que théoriquement l’adversaire idéologique de la Guerre Froide avait disparu.

Souvent même, les nouvelles adhésions à l’OTAN ont précédé les élargissements de l’UE (par exemple la Pologne frontalière avec la Russie devient membre en 1999 et ne rejoint l’UE qu’en 2004). Il est à noter que l’alliance militaire du Pacte de Varsovie qui datait de 1955 a été dissoute en juillet 1991 (avant même la dislocation de l’URSS avec le retrait de pays d’Europe centrale et orientale) tandis que l’OTAN demeurait seule sans avoir vraiment renouvelé sa doctrine face aux nouvelles données et caractéristiques de l’économie mondiale.

Dès lors, une autre leçon majeure est à observer : si les postures militaires occidentales ont sans doute contribué à interroger et à irriter plusieurs pays émergents (la Chine par exemple) ou ré-émergents (la Russie sortie abîmée des années 90), il est clair que l’agression militaire russe en Ukraine a contribué et contribue encore à la révision et à la précision de la doctrine de l’OTAN. C’est ainsi, que les ‘historiquement très neutres’ Finlande d’une part – avec ses 1350 km de frontières de contact direct avec la Russie, le 4 avril 2023, et la Suède d’autre part -après que la Turquie eut finalement levé son veto, à compter du 7 mars 2024, deviennent finalement les 31^e et 32^e membres de l’Organisation. Ainsi la guerre bouscule la géopolitique et la géo-économie du monde.

Par ailleurs, les candidatures officielles de la Géorgie, de la Moldavie et certes de l’Ukraine pour rejoindre l’Union européenne¹⁰, trois pays qui sont de

⁹ Brunat E., Fontanel J. (2018), La Russie de retour comme puissance militaire ? Annuaire Français de Relations Internationales, Vol. XIX, Université Panthéon-Assas, Centre Thucydide, AFRI, DILA, Paris, pp. 313-324

¹⁰ La Commission européenne a donné un avis favorable à l’ouverture des négociations d’adhésion à l’Union européenne avec l’Ukraine et la Moldavie et à l’attribution du statut de candidat à la Géorgie. Cette recommandation de

par leurs institutions et leurs performances économiques encore très éloignés des niveaux, des normes et des règles de *l'Acquis Communautaire*, obligent les pays européens à vraiment repenser fortement leur projet commun d'ensemble¹¹ (le libre-échange par exemple accordé aux exportations ukrainiennes crée actuellement de fortes distorsions de concurrence dénoncées par la Pologne elle-même, et par de nombreux agriculteurs européens¹²...).

Ainsi, nous observons que la guerre relance la réflexion et les travaux sur la construction de l'UE, son projet, sa sécurité, sa défense commune -à commencer par une meilleure synergie et plus de convergences stratégiques de ses industries de défense.

La guerre en Europe fait donc office de catalyseur puissant pour une nouvelle étape politique et institutionnelle de la construction européenne.

L'innovation dans et à partir de la crise, est une leçon de première importance. Ainsi, la convergence des vues en Europe quant à l'attitude à tenir vis-à-vis de l'Ukraine et de la Russie, finalement elle aussi inattendue, est plus puissante pour le moment que les voix dissonantes parfois exprimées, comme celle, par exemple, de la Hongrie du très autoritaire Victor Orban souvent indulgent avec les postures de la Russie, mais qui *in fine* a toujours voté les décisions communautaires principales – dont les sanctions de l'UE à la Fédération de Russie.

Ce terrible conflit en Europe, incite aussi les promoteurs de l'Union européenne à réfléchir de nouveau, et peut-être mieux travailler les limites de l'espace européen, '*où commence et où s'arrête l'Europe ?*', ce travail approfondi reste à mener et à approfondir. Cela suppose aussi de revoir les contours et les objectifs des programmes de la politique Européenne de Voisinage -PEV, comprise comme un '*soft power*' européen ou comme une véritable première étape d'une possible adhésion à l'UE. Le maintien d'une certaine ambiguïté d'interprétation à ce sujet a pu susciter quelque mésintelligence lorsque l'Union européenne négociait sa PEV avec l'Ukraine en 2012 – 2013 pour la période de trois années 2014 – 2016. Programme bilatéral de coopération que le Président ukrainien Victor Ianoukovitch a brutalement refusé de signer à Vilnius en novembre 2013, privilégiant sous pression, sa relation avec la Russie (prix

la Commission a été soumise à la décision du Conseil européen, lors d'un sommet à Bruxelles en décembre 2023 qui a validé le processus.

¹¹ La relance du processus d'élargissement de l'Union européenne requiert de poser ouvertement les défis qu'il comporte dans le cadre d'un "Agenda 2030". L'Etat de droit reste source de préoccupations, ainsi que les tensions internes et entre voisins. La stabilité d'ensemble est donc à surveiller. En ce qui concerne l'Ukraine et la Moldavie, la capacité de l'Union à les intégrer, certes, interroge, ainsi que les conséquences sécuritaires d'un tel élargissement. Il faut sans doute privilégier l'intégration graduelle et réaliser des études d'impact. Voir Mirel P. (2024), L'Union européenne élargie de 27 à 36 membres ? Pour un « Agenda 2030 », Schuman Paper n°744, 8 avril.

¹² Les Etats membres de l'Union européenne et les eurodéputés se sont accordés, lundi 8 avril 2024, pour imposer des restrictions renforcées sur les importations agricoles venant d'Ukraine, mais sans plafonner le blé. Cet accord, qui doit encore être approuvé par une commission du Parlement européen, reconduit pour un an à partir de juin l'exemption douanière accordée à l'Ukraine, en l'assortissant de limitations.

préférentiels du gaz pour l'Ukraine et location à la Russie de la base militaire naval de Sébastopol en Crimée jusqu'en 2047 notamment...). L'évènement a déclenché la colère des kiéviens pro-européens, les manifestations « Euromaïden » et la fuite misérable du Président ukrainien en exil à Moscou.

Ceci a engendré une vacance du pouvoir dommageable et non prévue par la Constitution ukrainienne. C'est le point de départ au printemps 2014 d'une spirale négative et violente de dislocation territoriale sur l'extrême est de l'Ukraine à Lougansk et Donetsk, l'éloignement de la Crimée par voie référendaire puis son annexion à la Fédération de Russie le 18 mars 2014.

En guise de conclusion : les grandes illusions perdues et les rendez-vous positifs manqués de la Fédération de Russie avec l'Histoire...

Le Protocole de Minsk 1 (moins contraignant qu'un Accord international) à la fin de l'année 2014 et surtout l'Accord de Minsk 2 de février 2015, sous les auspices de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), visaient en réunissant l'Ukraine, la Russie, le Président de la France et la Chancelière allemande à prendre des mesures pour arrêter le conflit, désarmer les belligérants, créer des espaces démilitarisés... Cet accord a été signé par les « républiques populaires » autoproclamées de Lougansk et de Donetsk. Sans véritables propositions constitutionnelles et institutionnelles pour éclairer l'avenir des zones territoriales en rébellion, l'Accord de Minsk 2 n'a été respecté par aucune des parties. De rudes conflits se sont tenus de 2015 à février 2022, moment de départ de « l'opération militaire spéciale » voulue et menée par le Président de la Fédération de Russie qui a présenté aux yeux du monde une agression militaire d'envergure qualifiée d'action de défense et de protection de la Fédération¹³ face à l'Ukraine, face à l'Europe, face aux Etats-Unis, face à l'Occident.

Après les échecs des premières semaines de guerre avec une marche stoppée vers Kiev, puis refoulée vers la Biélorussie, la Russie concentre désormais son « opération » sur les parties est et sud du Donbass. Le conflit s'enlise avec d'un côté l'Ukraine soutenue financièrement et techniquement par l'Europe et les Etats-Unis dont le Congrès révèle de nombreuses voix fortement dissonantes quant à la confirmation de l'appui massif accordé jusqu'à présent. Néanmoins le Président Biden a finalement obtenu une 'victoire' politique, avec le vote positif d'une aide de plus de 60 milliards de \$ par la Chambre des Représentants le 20 avril, d'une part, puis par le Sénat le 23 avril 2024, d'autre part ; d'un autre côté, il y a la Russie, qui contre toute attente, n'est pas isolée. Peut-être de moins en moins. Ceci n'est également pas la moindre des leçons

¹³ « Au pouvoir depuis plus de vingt ans, Vladimir Poutine tient un discours mortifère et victimaire en affirmant que la Russie, injustement attaquée, ne fait que se défendre et se protéger des menaces pour sa sécurité. Il se dit victime des destructions dont il est responsable... », Schmid-Kitsikis E. (2023), op. cité.

géopolitiques de ce terrible conflit. La Chine, par la voix de Wang Yi, ministre des Affaires étrangères, affirme le mardi 9 avril 2024, aux côtés de son homologue russe, Sergueï Lavrov, que Pékin renforcerait la coopération avec Moscou¹⁴ (la Chine appelle certes au respect de l'intégrité territoriale de tous les Etats, Ukraine comprise, mais n'a jamais publiquement condamné la Russie pour son opération militaire). Avec l'appui implicite ou plus explicite de nombreux pays émergents (le 23 février 2023 73% des pays ont condamné la Russie à l'Assemblée générale de l'ONU, 7 pays ont approuvé l'action, mais surtout 32 se sont abstenus comme la Chine et l'Inde, d'autres ont pratiqué une étrange politique « de la chaise vide »), ou finalement indirect comme le Japon par exemple qui certes condamne l'action militaire russe mais travaille activement avec la Russie à la mise en place du pipeline Sakhaline 2 pour la délivrance de gaz à l'archipel ; tout ceci participe à l'étonnante résilience de l'économie russe. Celle-ci présente malgré les vagues de sanctions occidentales (la 13e a été récemment actée par l'Union européenne -des milliers de biens sont concernés, des centaines de personnes voient leur mobilités réduites ou interdites en Europe, des milliards d'avoirs financiers russes sont gelés dans les pays occidentaux) une croissance supérieure à 3% en 2023. D'abord pronostiquée négative par le FMI et certains 'experts', la croissance de la Russie sera finalement calculée forte cette année écoulée. Ceci est dû à un keynésianisme de guerre (l'effort militaire est environ de 6,5% du PIB), à la diversification rapide de ses fournisseurs et clients qui ont plus que compensé l'arrêt des importations directes de gaz par l'Union européenne (quitte à ce que les énergies fossiles russes reviennent vers l'UE via des plateformes comme existantes à Singapour ou via l'Inde par exemple). Cette résilience est également due à une résistance de la consommation des ménages permise par une augmentation des salaires réels, par un soutien relatif du rouble de plus en plus accepté par des partenaires commerciaux de la Russie, et par une production nationale qui se substitue à de nombreuses importations notamment dans l'agriculture.

Certes l'économie russe est touchée mais l'impact des sanctions est médiocre¹⁵, pire les effets en boucle ou les contre-sanctions affectent durement l'économie allemande notamment et certains secteurs des économies européennes (en France, l'agriculture par exemple et certains investisseurs importants qui se sont repliés du marché russe).

¹⁴ « *La Chine soutiendra le développement stable de la Russie sous la direction [du président russe, Vladimir] Poutine* », a promis mardi Wang Yi à Sergueï Lavrov, selon l'agence de presse russe RIA Novosti. « *Pékin et Moscou continueront à renforcer la coopération stratégique sur la scène mondiale et à s'apporter mutuellement un soutien de poids* », a ajouté le ministre chinois, d'après la même source. « *Le soutien du peuple est source de progrès en Russie. Je pense que sous la direction ferme du président Poutine, le peuple russe aura un avenir radieux* », a poursuivi Wang Yi, selon le média russe Izvestia. https://www.lemonde.fr/international/live/2024/04/09/en-direct-guerre-en-ukraine-la-chine-veut-renforcer-la-cooperation-strategique-avec-la-russie_6226399_3210.html

¹⁵ Voir les nombreux travaux de Morad Bali à l'Université Duke en Caroline du nord aux Etats-Unis.

Les conséquences négatives de la globalisation montrent la genèse d'une recomposition des alliances, le renforcement de partenariats (BRICS+, Organisation de Coopération de Shanghaï) qui nécessairement vont obliger les pays de « l'Occident collectif » à revoir quelques postures pensées comme universelles¹⁶, le jaillissement de clivages profonds et de nouvelles mésintelligences extrêmement préoccupantes. Toutefois, la Russie au regard du temps long montre aux yeux de chacun des rendez-vous positifs manqués avec l'Histoire : le Président russe restera aux côtés d'autres dirigeants aux noms sombres, alors que pour la première fois dans l'histoire de ce grand pays la prospérité et la paix pour le peuple étaient possibles dès le début des années 2000¹⁷ ; la perspective pour la Russie de présenter une forme de société démocratique à court terme s'éloigne, et avec elle le fait d'être un partenaire moderne, un acteur positif, créatif et pacifique au sein d'un monde nécessairement multipolaire, capable de jouer un rôle critique significatif et non clivant pour corriger les excès de la mondialisation et aller vers un développement humain vraiment durable ; enfin, le rêve impérial est également une illusion perdue, qu'il fût soviétique ou simplement russe.

Quant à l'Ukraine, elle existe, elle demeurera et aucune posture rogne ou missile quelle que soit sa nature, n'autoriseront une capitalisation politique par la force. L'Ukraine doit être aidée pour ce qu'elle représente, pour sa recherche de transformations institutionnelles profondes, pour sa recherche d'Europe et de démocratie.

Ceci ne doit pas obérer une analyse des ressacs de la chute du mur de Berlin et les responsabilités partagées dans la genèse des problèmes actuels. Il faut enfin faire cet effort pour échafauder une vraie sortie de crise acceptable.

Cela passe par la restitution des territoires occupés par la Russie et sans doute par des réflexions sur de possibles innovations institutionnelles et constitutionnelles de l'Ukraine vis-à-vis des territoires indépendantistes.

¹⁶ Voir Fukuyama F. (2012), *La fin de l'Histoire ou le dernier homme*, Champs essais, Flammarion, Paris, 445 p. (*The end of History and the last man*, Macmillan, 1992).

¹⁷ Les échanges commerciaux 'Europe – Russie' (près de 10 fois supérieurs aux échanges Etats-Unis - Russie) se développaient fortement, les investissements directs étrangers en Russie augmentaient, l'on parlait d'un 'axe Paris – Berlin – Moscou', la classe moyenne russe soutenait la consommation... Voir Brunat E., Soutou G.-H., Turpin F. (sous la direction) (2015), *Union européenne - Russie : une relation particulière ?* Editions USMB, LLSETI, Chambéry, 170 p.